

Communication pour les journées d'études, « L'Europe et ses opposants. Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européens en France (1992-2012) », Paris, 31 mai et 1^{er} juin 2012.

Romain Mathieu
Doctorant en Science politique, Université de Lorraine, IRENEE.

La création du Parti de gauche au regard de la contestation du traité établissant une Constitution pour l'Europe (2005-2009)

Résumé : Le 29 mai 2005, les Français rejettent le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Le 29 novembre 2008, le Parti de gauche est fondé par des militants ayant notamment pour point commun leur opposition à la construction européenne telle qu'elle est. La campagne référendaire, en modifiant les représentations militantes, est partiellement à l'origine du reclassement et de la redéfinition des impératifs stratégiques du groupe Mélenchon. Pris dans des réseaux d'interdépendances multiples, ce groupe va modifier progressivement ses modalités d'interventions et le sens de son engagement. La période 2005-2008 est ainsi marquée par un processus de distanciation vis-à-vis du PS, passant d'une contestation interne à la création d'un nouveau parti (prenant immédiatement part à un cartel électoral pour les élections européennes de 2009, le Front de gauche), et par son inclusion dans des sociabilités alternatives rendant plus difficile le maintien d'un engagement socialiste.

La création du Parti de gauche au regard de la contestation du traité établissant une Constitution pour l'Europe (2005-2009)

Le 29 mai 2005, 54,67% des Français votent non lors du référendum visant à ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Le 29 novembre 2008, le Parti de gauche (PG) est fondé par des militants ayant notamment pour point commun leur opposition à la construction européenne telle qu'elle est. Le 8 mars 2009, le PCF, le PG et Christian Picquet et ses proches (minoritaires de la LCR) fondent le Front de gauche pour changer d'Europe en vue des européennes de juin 2009.

La décision de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez de quitter le Parti socialiste n'est pas exceptionnelle. Ainsi, en 2007, Jean-Marie Bockel ou Eric Besson, tout en acceptant des responsabilités ministérielles, vont fonder des micro-partis. Antérieurement, l'opposition à la guerre du Golfe et à la ratification du Traité de Maastricht va aboutir à la création du MDC en 1993 par Jean-Pierre Chevènement¹ dont la candidature à la présidentielle en 2002 est un échec électoral² aboutissant à trois scissions successives et à la perte des ressources électorales du MRC. En reprenant la distinction proposée par Annie Laurent et Bernard Dolez, le MRC se situe, depuis, dans les « marches de la gauche »³, négociant son soutien au PS lors de diverses élections. Les mouvements de l'extrême-gauche vers le Parti socialiste sont également nombreux : des anciens de la LCR comme Julien Dray en 1981⁴ ou Gérard Filoche en 1994, ou de l'OCI lambertiste avec Jean-Christophe Cambadélis⁵. Les reclassements à gauche sont donc nombreux⁶, mais leur nombre semble avoir augmenté depuis 2005 et ils se déroulent principalement à la gauche du Parti socialiste, tendant à la structuration progressive d'un espace de la gauche critique qu'ont intégré d'anciens

¹ Verrier Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, Thèse pour le doctorat de science politique, sous la direction de Brigitte Gaiti, Université de Strasbourg, décembre 2003 ; Verrier Benoît, « Chronique d'une rupture. De Socialisme et République au Mouvement des citoyens », in *Politix*, Volume 12, n°45, premier trimestre 1999, pp. 87-113.

² Bréchon Pierre et Mandran Nadine, « Jean-Pierre Chevènement : un fiasco électoral », in *Revue politique et parlementaire* n°1020-1021, septembre-octobre-novembre-décembre 2002, pp. 173-183.

³ Dolez Bernard et Laurent Annie, « Marches et marges de la gauche », in Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote de tous les refus – les élections présidentielle et législatives de 2002*, Chronique électorales, Presses de Sciences-Po, 2003, pp. 251-273.

⁴ Juhem Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », in *Revue française de science politique*, 51^e année, n°1-2, 2001, pp. 131-153.

⁵ Yon Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique. Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de science politique, sous la direction de Jacques Lagroye, Université Panthéon-Sorbonne (Paris), 2001.

⁶ Dominique Andolfatto revient sur les différentes reconfigurations de cet espace pendant la période succédant au référendum de 2005. Cf. Andolfatto Dominique, « Manœuvres à la gauche du PS (2005-2009) », in *Histoire et Liberté. Les cahiers d'histoire sociale*, n° 38, mai 2009, pp. 19-28.

socialistes évoluant principalement à la « gauche du PS ». En quittant le PS, les militants qui fondent le PG intègrent un espace fortement concurrentiel et fragmenté, aux identités politiques éclatées⁷.

Le PG est fondé en 2008 (sa création est annoncée le 7 novembre 2008, le meeting fondateur a lieu le 29 novembre 2008 et son congrès de fondation du 30 janvier au 1^{er} février 2009), principalement par des responsables et militants socialistes engagés « à la gauche du PS ». Rémi Lefebvre pointe les difficultés de l'usage de ce terme qui renvoie à des luttes de classement propres à l'espace socialiste⁸ et se fonde sur les positions prises en 2005 pour caractériser et délimiter la « gauche du PS ». Georges Ubbiali, pour étudier les choix stratégiques des partis trotskistes à l'élection présidentielle de 2007⁹, se réfère également à leur engagement différencié dans la campagne du non en 2005, car si la LCR, LO et le PT s'accordent sur le rejet du traité, seule la LCR participe réellement aux collectifs du non.

Si le PG est fondé principalement par les militants réunis dans l'association Pour la République Sociale (PRS), d'autres partis, courants ou responsables socialistes vont également participer à sa fondation. C'est le cas du Mouvement pour une alternative républicaine et sociale – Gauche républicaine (MARS-GR, issu du rapprochement de deux scissions du MRC), du Mouvement de la gauche progressiste (groupe politique sarthois fondé par d'anciens rénovateurs communistes) ou encore du courant Forces militantes animé par le député Marc Dolez. Le PG s'inscrit immédiatement dans une alliance privilégiée avec le PCF – le Front de gauche – pour les seules élections européennes avant de poursuivre le Front de gauche lors des consultations électorales suivantes¹⁰. En 2011, l'ensemble des organisations composant le Front de gauche a désigné Jean-Luc Mélenchon comme le candidat du Front de gauche pour l'élection présidentielle de 2012. Le Front de gauche, constitué à l'origine de trois organisations, va s'allier à d'autres organisations lors des élections régionales, avant de finalement intégrer quatre organisations après la désignation de Jean-Luc Mélenchon comme candidat à la présidentielle. Il s'agit de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), de République et Socialisme (groupe ayant quitté le MRC en 2009) et de Convergences et Alternative (ancienne tendance du NPA ayant quitté ce parti en 2011) qui ont intégré le Front de

⁷ Raynaud Philippe, *L'extrême-gauche plurielle – entre démocratie radicale et révolution*, CEVIPOF, Editions Autrement, 2006 ; Pereira Irène, *Les grammaires de la contestation – un guide de la gauche radicale*, Editions La découverte, Paris, 2010.

⁸ Lefebvre Rémi, « Militer au parti socialiste pour le transformer – L'engagement à la « gauche » du PS », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (coord.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du croquant, 2008, pp. 217-237.

⁹ Ubbiali Georges, « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française (LO, LCR, PT). », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (coord.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du croquant, 2008, pp. 261-275.

¹⁰ Cependant, les élections régionales ont vu la stratégie du Front de gauche contestée par certaines fédérations communistes. A ce titre, la région Lorraine est exemplaire. Cf. Choffat Thierry et Mathieu Romain, « Les élections régionales, laminoir ou tremplin des partis contestataires ? », Communication pour la journée d'études : « Les élections régionales 2010 – Enjeux politiques et enjeux territoriaux », 7 juin 2010, Nancy.

gauche en juin 2011, suivis en septembre 2011 par le PCOF. Par ailleurs, plusieurs autres organisations de la gauche critique (ADS, Les Alternatifs et le M'Pep), sans être membres du Front de gauche, ont annoncé leur soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Au-delà de trajectoires différentes, toutes les organisations composant le Front de gauche ont pour point commun de s'être engagées dans la campagne du « non » de gauche en 2005¹¹, et il en va de même pour les collectifs et militants engagés dans la construction du PG depuis novembre 2008.

En s'appuyant sur l'exploitation des données écrites produites par le groupe Mélenchon¹² (journaux, revues, ou bulletins internes), sur des entretiens semi-directifs, sur une observation participante menée à partir de 2006, ainsi que sur l'exploitation partielle d'une enquête quantitative concernant la sociologie des participants au second congrès du PG en novembre 2010, il s'agit de démontrer que la campagne référendaire, en modifiant les représentations militantes, est partiellement à l'origine du reclassement et de la redéfinition des impératifs stratégiques du groupe Mélenchon. Pris dans des réseaux d'interdépendances multiples, le groupe Mélenchon va ainsi se retrouver contraint à modifier progressivement ses modalités d'interventions et le sens de son engagement. La période 2005-2008 est ainsi marquée par un processus de distanciation du groupe Mélenchon vis-à-vis du PS, passant d'une contestation interne à la création d'un nouveau parti et par son inclusion dans des sociabilités alternatives.

¹¹ Sans cependant représenter l'ensemble de la gauche du « non ». Ainsi, le courant AlterEkolo autour de Francine Bavay s'est maintenu à Europe-Ecologie/Les Verts malgré le départ de Martine Billard, et le MRC a, à plusieurs reprises, refusé tout rapprochement avec le Front de gauche et privilégié des accords avec le PS. Le NPA enfin, hormis quelques alliances localisées, et la participation à de nombreuses discussions, a toujours refusé tout rapprochement.

¹² L'expression « groupe Mélenchon » vise à faire ressortir les permanences d'un collectif au-delà des formes différenciées qu'il prendra dans le temps.

Un processus de distanciation d'un courant socialiste : de la Gauche socialiste au Parti de gauche

La création du PG est un long processus de distanciation opéré par un courant socialiste en voie de marginalisation dans la mesure où un courant fortement structuré et durable (1988-2002) va laisser la place à des alliances instables et circonstancielles conduisant même le groupe Mélenchon à être doublement minoritaire : dans le parti et dans le courant (Rassembler à gauche puis Un monde d'avance). A la suite du 21 avril 2002 et de l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle, les tensions au sein de la Gauche socialiste entre ses principaux leaders, Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, s'accroissent, le premier souhaitant créer un nouveau courant avec Henri Emmanuelli. Ce rapprochement s'opère pendant l'été 2002, et est annoncé dans une tribune commune d'Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon : « *Dans l'immédiat, nous choisissons d'unir nos voix et nos énergies pour proposer ensemble ce chemin à tous les socialistes au moment où ils préparent un congrès décisif.* »¹³. A Gauche annonce la création de Nouveau Monde, début septembre 2002¹⁴. La décision de dissoudre la Gauche socialiste pour participer à un nouveau courant est formellement prise lors des universités d'été de la Gauche socialiste¹⁵. Cependant, seul le groupe Mélenchon va véritablement s'allier avec Henri Emmanuelli : Julien Dray cherche à maintenir un courant Gauche socialiste¹⁶, puis participe brièvement à la création de NPS avant de rejoindre François Hollande ; Gérard Filoche refuse, dans un premier temps, de choisir entre Nouveau Monde et NPS¹⁷, avant de participer à ce dernier lors du congrès de Dijon. La défaite du 21 avril 2002 a ainsi conduit à de nombreux reclassements et à l'éclatement de l'ensemble des courants (comme par exemple Marc Dolez, quittant la majorité à ce moment-là pour créer Forces militantes).

¹³ Emmanuelli Henri et Mélenchon Jean-Luc, « Un autre monde est possible », tribune dans le journal *Le Monde*, 13 août 2002, republiée dans Mélenchon Jean-Luc, *Causes républicaines*, Editions du Seuil, 2004, pp. 173-177.

¹⁴ *A Gauche*, n°872, 5 septembre 2002, « La gauche socialiste appelle à la naissance d'un nouveau courant de gauche avec les amis d'Henri Emmanuelli et Alain Vidalies »

¹⁵ Dans leur biographie de Jean-Luc Mélenchon, Lilian Alemagna et Stéphane Allès rapportent, quant à eux, une décision prise entre Jean-Luc Mélenchon et Henri Emmanuelli. Alemagna Lilian et Allès Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, Editions Robert Laffont, 2012. Les pages 226-227 évoquent la décision de Jean-Luc Mélenchon et Henri Emmanuelli de fonder Nouveau Monde ; les pages 228 à 231 évoquent la dernière université d'été de la Gauche socialiste. Emmanuel Girod (membre du PG, ancien de la Gauche socialiste puis de Nouveau Monde et de PRS), présent lors de ces universités d'été, relate des faits similaires (entretien le 4 décembre 2011).

¹⁶ *A Gauche*, n°874, 17 septembre 2002 ; *A Gauche* n°875, 24 septembre 2002.

¹⁷ Entretien avec Stéphane Viry (ancien membre de la LCR, puis du PS à la Gauche socialiste, proche de Gérard Filoche jusqu'en 2004, membre de PRS ensuite, il quitte le PS en 2008 pour rejoindre le PG), 24 mars 2012.

Nouveau Monde exprime très rapidement son opposition au projet de constitution européenne puisque le premier argumentaire contre le projet de traité constitutionnel paraît en septembre 2003¹⁸. Développant une critique résolument alter-européenne, Nouveau Monde propose l'élection, au cours des élections européennes de 2004, d'une assemblée constituante européenne¹⁹. Cette proposition sera reprise par PRS par la suite, à travers l'organisation de colloques ou de rencontres européennes²⁰, l'ouverture d'un site internet²¹ ou encore la constitution d'un réseau « Initiative pour une assemblée constituante européenne » suite au colloque de 2007²².

Nouveau Monde échoue doublement. D'une part Nouveau Monde, non seulement ne parvient pas à être majoritaire, mais est légèrement dépassé par la motion du NPS de Vincent Peillon et Arnaud Montebourg lors du congrès de Dijon en 2003. D'autre part, si *A Gauche* donne l'image d'un courant uni, le regroupement entre les deux groupes militants semble difficile²³ :

« D'un point de vue local, les emmanuellistes... ce n'était pas du tout la même génération. Ceux qui venaient de la GS, on était tous jeunes, moins de trente ans, et moi, je devais être le plus âgé. J'avais trente-deux ou trente-trois ans... et tous les autres, c'était plus de cinquante ans ! Il y a vraiment eu un choc générationnel, mais aussi sur les pratiques... Les emmanuellistes, sur Strasbourg, ils étaient complètement intégrés au fonctionnement de la fédération... C'était même plutôt la frange catho de gauche... »²⁴

De même, Emmanuel Girod, alors militant à Besançon, évoque les tensions au sein du courant :

« À un moment donné, on a beaucoup de problèmes avec les emmanuellistes. On a beaucoup de problèmes. Ils sont sur d'autres lignes et puis il y a une espèce de concurrence au sein de Nouveau Monde parce qu'il faut fusionner ces deux courants... Il y a quand même des divergences et elles sont de plus en plus difficiles à faire « taire ». En fait, la direction nationale des... ex Gauche socialiste, on va dire comme ça, du côté Jean-

¹⁸ *A Gauche*, n°919, 23 septembre 2003, Emmanuel Maurel, « Pour nous c'est non ! ».

¹⁹ *A Gauche*, n°921, 7 octobre 2003, René Revol et François Delapierre, « Non au « traité constitutionnel » de Giscard, Oui à une constituante européenne » ; *A Gauche*, n°931, 16 décembre 2003, François Delapierre, « Vite, la Constituante ! » ; *A Gauche*, n°935, 27 janvier 2004, « Pétition Européenne pour que le prochain Parlement européen exerce un pouvoir constituant » ; *A Gauche*, n°937, 10 février 2004, Julien Maton, « Pourquoi il faut une Constituante européenne ».

²⁰ *A Gauche*, n°1000, 28 juin 2005, Raquel Garrido, « Rencontres européennes », en date des 24 et 25 juin 2005 ; Un colloque est également organisé sur cette question à Paris les 23 et 24 février 2007. Cf. *Circulaire PRS* n°35, 6 février 2007.

²¹ *Circulaire PRS* n°73, 5 février 2008.

²² *Circulaire PRS* n°52, 12 juin 2007. La constitution de ce réseau, autour de la proposition d'une assemblée constituante européenne, a permis l'inclusion de PRS dans l'espace de la gauche critique européenne et le renforcement des relations avec *Die Linke*.

²³ Lilian Alemagna et Stéphane Alliès évoquent des tensions quasi-immédiates entre Jean-Luc Mélenchon et Henri Emmanuelli. Alemagna Lilian et Alliès Stéphane, *op. cit.* pp. 232-236.

²⁴ Entretien avec Jean-Charles Vescovo (ancien membre du BN de l'UNEF, puis militant du PS dans la Gauche socialiste, il rejoint le PG et y intègre le premier Bureau national du PG, avant de démissionner du PG en 2011), 20 mars 2012.

Luc Mélenchon, ne se voit plus... dans Nouveau Monde. Ça, c'est plutôt vers la fin 2003. »²⁵

Les groupes militants issus de la Gauche socialiste et de Démocratie-Egalité, bien que rassemblés dans le même courant, n'en fonctionnent pas moins largement en parallèle. Des divergences apparaissent implicitement sur la participation de François Delapierre et Jean-Luc Mélenchon au comité Ramulaud (tentative de rassemblement de la gauche non socialiste en 2003), dont l'essentiel des participants seront engagés dans les collectifs du non en 2005. Henri Emmanuelli ne participe pas à ce collectif, tandis que François Delapierre et Jean-Luc Mélenchon se justifient dans *A Gauche*²⁶, avant d'expliquer leur retrait par l'antisocialisme, par des divergences²⁷ sur la question européenne ou encore par la laïcité. Claude Debons impute l'échec de cette initiative au retrait de Jean-Luc Mélenchon, et opère un lien avec la question européenne :

« Le comité Ramulaud, c'est... cela a été une tentative... c'était plutôt Yves Salesse qui était un peu le maître d'œuvre... c'était, toujours dans la même idée, une tentative de regroupement politique à gauche du PS. En essayant de mettre ensemble des gens... Mais cela n'a pas été loin, et c'est Mélenchon d'ailleurs qui a fait capoter le truc, à un moment donné, l'orientation de ça ne devait pas correspondre à ce qu'il pensait, il n'a pas donné d'explication d'ailleurs extrêmement claire dans cette affaire, c'est le moins que l'on puisse dire ! Mais un jour, il a claqué la porte, et l'affaire s'est un peu enlisée, et puis de toute manière, comme on avait... comme l'histoire du référendum européen arrivait, et qu'on avait repéré que cela pouvait être un levier utile qui permettait de rebondir, on ne s'est pas acharné sur le maintien de l'initiative Ramulaud, qui était un peu hétéroclite... »²⁸

7

De même, en 2005, alors que Jean-Luc Mélenchon participe pleinement aux collectifs du non, Henri Emmanuelli indiquera, à plusieurs reprises, refuser de « *signer avec Copernic* »²⁹, optant pour la création de comités du non socialiste³⁰. La participation ou non à la campagne du non aboutit à la « mise en sommeil » de Nouveau Monde³¹. Plusieurs responsables de Nouveau Monde, dans une lettre adressée aux militants du courant, vont plus explicitement évoquer les conflits internes : « *Nouveau Monde a été un outil utile dans la période délicate qui a suivi le 21 avril 2002. Mais aujourd'hui, Nouveau Monde ne correspond plus à aucune réalité commune. Nous devons en faire le constat. La route de ses deux principaux animateurs s'est séparée après trois ans de fonctionnement*

²⁵ Entretien avec Emmanuel Girod, 4 décembre 2012.

²⁶ *A Gauche*, n°914, 1^{er} juillet 2003, François Delapierre et Jean-Luc Mélenchon, « Pourquoi nous signons l'appel pour une alternative à gauche ».

²⁷ *A Gauche*, n°920, 30 septembre 2003, François Delapierre, « Cette orientation n'est pas la nôtre ». Jean-Luc Mélenchon revient sur cet échec en 2007, mais sans plus mentionner l'antisocialisme qui avait été la justification du retrait. Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, Editions Balland, 2007, pp. 250-254.

²⁸ Entretien Claude Debons, 20 décembre 2012.

²⁹ *Le Monde*, 8 décembre 2004.

³⁰ Ce que Jean-Luc Mélenchon lui reprochera. *A Gauche*, n°990, 19 avril 2005, Jean-Luc Mélenchon, « La nouvelle union des gauches ».

³¹ *A gauche*, n°985, 15 mars 2005, « Nouveau Monde mis en sommeil ».

chaotique, dont nous avons probablement eu le tort de préserver les militants. [...] / Après le référendum interne dans lequel nous avons pris toute notre part, nous avons choisi de ne pas nous associer à la conduite d'une campagne parallèle sur le NON socialiste, en considérant qu'elle produirait nécessairement un affrontement public entre socialistes, préjudiciable à l'unité de notre parti dans la perspective des batailles à venir. Ce choix a révélé une vraie divergence sur le rapport au parti et à sa démocratie interne aussi bien avec Henri Emmanuelli qu'avec Jean-Luc Mélenchon partis en campagne « à titre personnel » et chacun de leur côté selon une démarche que nous respectons, même si nous la partageons pas. »³²

L'attitude à adopter à la suite des résultats du référendum interne au PS ne va pas faire consensus parmi les courants constitués défendant le « non » au traité, certains courants se trouvant même en difficultés pour adopter une position commune :

« J'étais un « non » honteux. Utopia avait eu un peu de mal sur le « oui » et le « non »... Ce n'est pas ce qui était constitutif de notre identité. Maintenant, cela devient naturel de dire « oui, forcément, Utopia, c'était vers le « non » », mais ce n'est pas vrai. Utopia en 2005 n'était pas tant que cela vers le « non », cela devait être 50/50. Moi, j'ai voté « non », mais je vois bien que les gens d'Utopia dans ma section ou ailleurs étaient partagés. Ce n'était pas si clair que cela. Je n'ai pas fait la campagne du « non ». J'ai voté « non », j'ai dit que je votais « non », mais je ne l'ai pas crié sur tous les toits. Et puis, je n'étais pas sûr d'avoir raison. »³³

La majorité des militants du NPS ne feront pas campagne, à l'exception de Marc Dolez. Nouveau Monde est divisé : le groupe Mélenchon fera immédiatement campagne à l'extérieur du PS³⁴, alors qu'Henri Emmanuelli attendra pour ne pas donner l'impression de ne pas respecter le vote interne³⁵ et refusera de s'engager dans les collectifs du non pour fonder des collectifs du non socialiste, et qu'Alain Vidalies ne fera pas campagne. Si l'ensemble des composantes de Nouveau Monde, comme du NPS, s'accordent donc sur l'opposition au traité établissant une constitution pour l'Europe et mènent ensemble la campagne interne au PS, ils vont s'opposer sur la position à adopter pendant la campagne référendaire. Malgré cette opposition commune, la mobilisation référendaire ne va pas provoquer le même engagement de la part des militants de la « gauche du PS » : certains militants font le choix de la discipline partisane, d'autres de son affranchissement pour faire campagne à l'extérieur (là encore, ses modalités varient). Dans ce choix, les ressources militantes externes au PS semblent avoir joué, le groupe Mélenchon disposant d'une petite structure – PRS – et ayant déjà tissé des liens avec des militants non socialistes (même si ces liens semblent encore assez ténus, il

³² Lettre d'Annick Aguirre, Jean Mallot, Alain Vidalies, 22 mai 2005.

³³ Entretien avec Franck Pupumat, 27 septembre 2009.

³⁴ François Delapierre indique avoir participé à un meeting du non organisé par le PCF dès début décembre 2004. *A Gauche*, n°974, 14 décembre 2004, François Delapierre, « Les enjeux du « non » socialiste ».

³⁵ *Bulletin d'informations Nouveau Monde*, 8 décembre 2004.

s'agit déjà d'une première singularité puisque le groupe Mélenchon tend à occuper des positions politiques non liées au PS).

Les difficultés de fonctionnement au sein de Nouveau Monde ont poussé le groupe Mélenchon, fin 2003, à créer une nouvelle structure autour d'une revue théorique, *Pour la République Sociale*, dont le premier numéro publié en janvier 2004 s'accompagne de la publication d'un recueil de tribunes de Jean-Luc Mélenchon³⁶. Au départ, cette initiative est modeste, puisqu'il ne s'agit que d'une revue, éditée par quelques responsables socialistes. D'autant plus qu'aucune publicité n'est faite dans *A Gauche* pour la revue qui n'est aucunement liée à Nouveau Monde (d'ailleurs, PRS étant fondée alors que *A Gauche* est encore l'hebdomadaire de Nouveau Monde, aucun article n'en fera mention). Le second numéro marque une évolution certaine. Le préambule évoque la constitution d'un collectif : « *La république sociale est un projet politique global. Mais c'est aussi un regroupement militant qui a pris ce nom en rassemblant, pour l'instant, des adhérents de la gauche du PS, des militants en rupture avec le Mouvement des Citoyens (MDC) et des responsables du mouvement social* »³⁷. Lors de la parution du *Manifeste de Pour la République Sociale*, Jean-Luc Mélenchon, François Delapierre et Elodie Vaxelaire vont situer la création de PRS à la date du 31 mai 2004... alors même que la revue est éditée dès janvier 2004, que Nouveau Monde est dissous en 2005, et que les statuts de PRS ne seront déposés à la sous-préfecture de Palaiseau que le 23 décembre 2004 et publiés au Journal Officiel du 29 janvier 2005. Si PRS commence à se structurer pendant l'année 2004, c'est donc bien la nécessité de disposer d'une organisation externe au PS afin de faire campagne pour le non, après la défaite lors de la campagne interne (les militants socialistes se sont prononcés en faveur du oui lors de la consultation du 1^{er} décembre 2004 à 58,62%³⁸), qui va commander à la véritable création de PRS. PRS est ainsi, dès l'origine, une organisation indépendante permettant à des militants socialistes de s'affranchir de leur engagement socialiste pour faire campagne contre la position officielle de leur parti. Dans le même temps, ces militants restent engagés dans Nouveau Monde, où les débats continuent sur l'attitude à adopter concernant le référendum. Nouveau Monde fait le bilan de la consultation interne lors d'un collectif national le 4 décembre 2004³⁹ et les désaccords apparaissent implicitement : « *Plusieurs intervenants ont mis en garde contre la tentation de souscrire à d'autres initiatives en faveur du NON, hors du parti : ce serait dissoudre prématurément le potentiel électoral d'un Non porté par des socialistes pour des socialistes* ». Afin de faire campagne pour le non sans

³⁶ L'usage de l'écrit est une constante du groupe Mélenchon, presque chaque modification dans la stratégie s'appuyant sur la publication d'un livre de Jean-Luc Mélenchon et d'un texte collectif. Sur les usages de l'écrit en politique, Cf. Le Bart Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », in *Revue française de science politique*, 48^e année, n°1, 1998, pp. 76-96.

³⁷ *Revue Pour la République Sociale*, n°2, mai 2004, p. 7.

³⁸ *L'heβδο des socialistes*, n°342, 11 décembre 2004, p. 6.

³⁹ *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 8 décembre 2004.

s'opposer à la décision des militants socialistes, Nouveau Monde lance une campagne contre la directive Bolkestein, mais cela n'empêche pas les désaccords internes. Henri Emmanuelli ne rentrera que tardivement en campagne pour le non⁴⁰. Le bulletin d'information Nouveau Monde du 16 mars 2005 renseigne sur la stratégie adoptée par Henri Emmanuelli : « *Il faut dans un premier temps expliquer les raisons de l'entrée en campagne pendant cette période. Nul ne pouvait douter que nos convictions sont intactes. / Néanmoins il ne s'agit pas, de transgresser sans explication, le vote des militants. Il nous fallait pour cela accumuler des faits qui permettent de le justifier. / Henri Emmanuelli s'est engagé de manière personnelle dans un premier temps afin de ne pas engager le courant. Cette tonalité n'est pas appelée à durer, dès cette semaine, il faut que cela devienne une démarche du « collectif des socialistes pour le non ». / [...] Il faut donc d'abord parler aux électeurs socialistes même si d'autres organisations ou personnalités nous invitent. [...] Il serait tout à fait inefficace de se regrouper dans des collectifs où les électeurs socialistes ne se retrouveraient pas, nous y perdrons en crédibilité et notre électorat pourrait être tenté de se détourner de nous. [...] / Pour cela la mise en sommeil du courant n'est pas la solution. En effet un certain nombre de camarades n'ont pas de trajectoires spécifiques à part celle de Nouveau Monde, nous devons donc continuer à organiser et alimenter en information nos camarades. / [...] L'urgence est de créer les collectifs du NON socialiste dans les départements. ».* Les deux principaux leaders de Nouveau Monde défendent des stratégies distinctes, l'un participant aux collectifs du non de gauche avec la LCR, le PCF, etc., le second créant des collectifs socialistes pour le non. Minoritaire au sein du PS, confronté à des divergences stratégiques dans son courant, le groupe Mélenchon va s'affirmer comme autonome, ce qui constitue tout à la fois un affranchissement de la démocratie interne, une inclusion progressive dans des sociabilités différentes, et une première bifurcation stratégique. En effet, le choix d'une campagne externe n'a été fait que par une minorité de socialistes en faveur du non, y compris au sein du courant Nouveau Monde. Dans cet espace de « la gauche du PS », le groupe Mélenchon occupe, de ce fait, une position singulière⁴¹, la campagne référendaire provoquant ainsi la fin d'une configuration interne au PS.

Dès la fin de Nouveau Monde, *A Gauche* va être intégralement consacré à la question référendaire : pendant les neuf semaines qui suivront, l'hebdomadaire ne va publier que des argumentaires pour le non et des analyses de la campagne référendaire. En juin 2005, *A Gauche* est présenté comme le journal de PRS, définie comme une organisation indépendante du PS⁴². La revue *Pour la République*

⁴⁰ *Bulletin d'information Nouveau Monde*, 8 mars 2005.

⁴¹ Louis Weber remarque également cette singularité de Jean-Luc Mélenchon parmi les dirigeants socialistes. Cf. Weber Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », in *Savoir/agir*, n°6, décembre 2008, pp. 119-126.

⁴² *A Gauche*, n°997, 7 juin 2005, Mélenchon Jean-Luc, « Trait d'Union ».

*Sociale*⁴³ publiée juste après la mobilisation référendaire constitue un exemple du processus de distanciation opéré pendant cette campagne entre le groupe Mélenchon et le PS : alors que la majorité de ses rédacteurs sont membres du PS, ils ne sont présentés que par leur responsabilité interne à PRS. La campagne référendaire va donc perturber l'économie des positions internes au PS et provoquer une double rupture en modifiant la configuration des courants de « la gauche du PS » et en permettant le basculement de l'organe principal du groupe Mélenchon – l'hebdomadaire *A Gauche* – vers une organisation indépendante du PS, ce qui acte la création d'une organisation à mi-chemin entre un club, un courant et un parti politique. En effet, si PRS se définit comme un club dans certaines de ses publications, elle n'en a pas moins créé une sensibilité interne au PS, *Trait d'union*⁴⁴, dont les cadres sont pour la plupart membres de PRS. Les structures d'interventions du groupe Mélenchon n'ont donc pas seulement changé de nom, ou de configuration interne au PS, mais également de nature : d'un courant minoritaire fortement structuré (malgré son hétérogénéité), à une alliance visant à prendre la direction du PS, à une organisation indépendante passant progressivement de la forme d'un club à un quasi-parti, puis finalement à un parti. La mobilisation de 2005 a abouti à une redéfinition de la nature du collectif, ainsi qu'à une redéfinition de sa stratégie.

Dans un premier temps, l'action au sein du PS est toujours privilégiée par le groupe Mélenchon, mais n'est désormais plus la seule modalité d'intervention politique. La Gauche socialiste, comme Nouveau Monde, appelait à l'union de la gauche et à une réorientation du Parti socialiste, « plus à gauche ». PRS se propose de faire bouger l'ensemble de la gauche et *A Gauche* acte ce changement en ne s'intéressant plus uniquement aux jeux internes au PS. Ainsi, *A Gauche* consacre vingt-trois articles au congrès de Dijon en 2003 (auxquels il faut également ajouter douze encadrés annonçant les différentes réunions socialistes où des responsables de Nouveau Monde interviennent : le suivi du congrès de Dijon est donc massif et continu pendant trois mois consécutifs), alors que le congrès du Mans, en 2005, n'est le sujet que de six articles, et celui de Reims en 2008, que de quatre⁴⁵. La conséquence immédiate de la mobilisation référendaire est donc la perte de centralité, pour le groupe Mélenchon, des congrès socialistes, qui constituent pourtant des passages obligés dans les jeux et enjeux propres au PS, et l'apparition d'un intérêt relativement nouveau porté à l'ensemble de

⁴³ *Revue Pour la République Sociale*, n°4, septembre 2005, « Une histoire, un projet – La République sociale ».

⁴⁴ *A Gauche*, n°1002, 12 juillet 2005 : « Un Trait d'Union au Parti socialiste ». En 2005, cette sensibilité fait alliance avec Laurent Fabius (motion Rassembler à gauche), et en 2008 avec « la gauche du PS » dans la motion Un monde d'avance.

⁴⁵ Deux articles concernant le congrès socialiste ont également été publiés dans *A Gauche* après le départ du PS afin de légitimer la scission. *A Gauche*, n°1145, 12 novembre 2008 (entièrement consacré au départ du PS) ; *A Gauche*, n°1146, 19 novembre 2008, François Delapierre, « Une page se tourne ».

la gauche⁴⁶. En perdant sa centralité, le PS n'est plus, pour les militants socialistes de PRS, qu'une des modalités de leur engagement, et qui plus est, une modalité vécue comme particulièrement coûteuse. Dans le même temps, l'intérêt pour les questions européennes reste soutenu : *A gauche* consacre dix-sept articles à l'Europe en 2003, vingt-neuf en 2004 (élection européenne exceptée), quarante-quatre en 2005, sept en 2006, dix-huit en 2007 et dix en 2008⁴⁷. L'année 2006 constitue la seule exception post-référendaire d'une activité éditoriale importante consacrée aux enjeux propres au PS, avec seize articles publiés, concernant deux enjeux bien définis (l'adoption du projet socialiste et plus encore, la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle). Les alliances pour le congrès du Mans⁴⁸, le contenu du projet socialiste, et la désignation du candidat socialiste sont appréhendés par le prisme de la mobilisation référendaire. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon écrit que « *l'élan unitaire du non de gauche rassemblé au zénith, ne retombera pas. Le non de gauche ne se contente pas d'organiser le non des français. Il structure la gauche elle-même dorénavant* »⁴⁹. Les positions prises en 2005 conditionnent désormais, au sein du PS, les alliances possibles et celles qui ne le sont plus. C'est sur le fondement de la lutte commune sur le non que va être justifiée l'alliance avec Laurent Fabius lors du congrès du Mans, ainsi que le soutien à sa candidature dans le cadre des primaires de 2006⁵⁰, rendant possible une alliance qui ne l'était pas en 2002, puisque la Gauche socialiste avait suspendu sa participation aux activités du secrétariat national du PS après l'annonce par François Hollande de la nomination de Laurent Fabius comme porte-parole du PS⁵¹.

Après le référendum, PRS va mettre en avant le thème d'une « *union sans exclusive de toutes les forces de gauche* »⁵². Investie à la fois dans l'enjeu socialiste qu'était la possible désignation de Laurent Fabius comme candidat à l'élection présidentielle, et dans les collectifs antilibéraux, PRS va approfondir cette stratégie à travers la thématique de « l'union dans l'union » : union de la gauche d'une part, union des forces de la « gauche des ruptures » d'autre part, chaque bloc devant pratiquer le désistement républicain.

⁴⁶ Pour exemple, l'article de François Delapierre publié dans le n°1024 de *A Gauche*, en date du 24 janvier 2006. Un tiers de l'article est consacré à l'élection présidentielle au Portugal, un tiers au Parti socialiste, un tiers à la LCR.

⁴⁷ En 2007-2008, ces articles relaient principalement l'initiative du collectif national pour un référendum dont PRS a été très largement à l'initiative, et sont donc concentrés sur fin 2007, début 2008.

⁴⁸ *A Gauche*, n°1004, 30 août 2005, Laurent Maffei, « Congrès PS : les oui » ; *A Gauche*, n°1005, 7 septembre 2005, Laurent Maffei, « Congrès PS : les non ».

⁴⁹ *A Gauche*, n°990, 16 avril 2005, Jean-Luc Mélenchon, « La nouvelle union des gauches ».

⁵⁰ *A Gauche*, n°1059, 8 novembre 2006, François Delapierre, « Fabius la chance ».

⁵¹ *A Gauche*, n°868, 25 juin 2002.

⁵² *Manifeste PRS*, publié dans la *Revue PRS*, n°5, juin 2006.

L'échec de la candidature de Laurent Fabius et la désignation de Ségolène Royal comme candidate du PS sont vécus par PRS comme un échec et une rupture justifiant un réinvestissement⁵³ dans les collectifs. Le groupe Mélenchon y voit la preuve d'une mutation du PS et de sa propre incapacité à peser sur les équilibres internes. En décembre 2006, les collectifs ne parviennent toujours pas à un accord sur le candidat pour l'élection présidentielle. René Revol va alors proposer, pour PRS⁵⁴, la candidature de Jean-Luc Mélenchon ; *Politis*⁵⁵, en publiant un entretien avec le dirigeant de PRS dans lequel ce dernier laisse entendre qu'il pourrait être candidat, participe de cette initiative ; Jean-Luc Mélenchon intervient lors du « *meeting antilibéral* » de Montpellier sur la nécessité pour la « gauche non socialiste » de s'unir. Mais cette candidature n'est soutenue que par le MARS-GR et PRS et n'est pas réellement discutée. La candidature d'un sénateur socialiste n'ayant pas quitté le PS, malgré son engagement pour le non, et ceci alors que le rejet de ce parti est omniprésent, n'apparaît alors guère crédible, d'autant qu'il ne se déclare pas ouvertement candidat. Face à l'impossibilité de s'accorder sur une candidature unique, PRS décide lors de son conseil national des 20 et 21 janvier 2007, de ne soutenir aucun candidat, laissant à chaque militant le choix de faire campagne pour le candidat de son parti. Le réinvestissement de PRS dans les collectifs antilibéraux est clairement stratégique afin de maintenir ouverte l'ensemble des opportunités, y compris l'exit : « *Sans le rattrapage de Saint-Ouen, PRS n'aurait sans doute pas eu les mêmes occasions de poser les jalons de son action unitaire à venir. Ces jalons consistaient à obtenir qu'un débat sur la candidature Mélenchon liée à la perspective d'une force nouvelle ait lieu et en particulier que des discussions avec les camarades communistes à ce sujet se tiennent. C'était pour nous le moyen d'aborder concrètement une question toujours évitée jusqu'à présent : la recomposition de la gauche et l'hypothèse d'une candidature socialiste pour faire gagner la gauche antilibérale en France* »⁵⁶. Immédiatement après le second tour de l'élection présidentielle, PRS tire le bilan des élections⁵⁷ et lance l'idée d'une « *force politique nouvelle* ». Ce mot d'ordre apparaît dès janvier 2007⁵⁸, mais ne commence à être discuté qu'à partir du Conseil national des 12 et 13 mai 2007⁵⁹ pour aboutir à la publication de deux textes⁶⁰ faisant bonne place à l'analyse du PS, des conséquences du 29 mai 2005 et de l'évolution de la gauche allemande, afin de justifier cette bifurcation stratégique. PRS déduit de la campagne référendaire de 2005 et de la

⁵³ Il conviendrait de parler ici d'un réinvestissement partiel puisque les militants de PRS maintenaient un double engagement, tout en laissant une certaine prédominance à la désignation du candidat socialiste.

⁵⁴ *Rapport d'activités de PRS*, CN des 20 et 21 janvier 2007.

⁵⁵ *Politis*, n°928, 30 novembre 2006, « Et si c'était lui ? ».

⁵⁶ *Rapport d'activités de PRS*, CN des 20 et 21 janvier 2007.

⁵⁷ *A Gauche*, n°1082, 9 mai 2007. François Delapierre, dans son article « Défaite, mode d'emploi », invite la gauche à se « *réinventer* ».

⁵⁸ Mais Jean-Luc Mélenchon reconnaît avoir souhaité intégrer cette proposition dans un discours en novembre 2006, avant d'y renoncer après un échange avec Marie-George Buffet. Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, Editions Balland, 2007, p. 278.

⁵⁹ *Circulaire PRS* n°47, 15 mai 2007.

⁶⁰ *Revue PRS*, n°6, septembre 2007, « La Gauche d'Après » ; Mélenchon Jean-Luc, *En quête de gauche*, op. cit.

création de *Die Linke*, une double condition : une nécessaire scission du PS et une alliance privilégiée avec le PCF. Si le bilan fait de l'élection présidentielle, et la stratégie adoptée sont clairement tournés vers une sortie du PS, il faut attendre novembre 2008 pour que cette option soit prise. L'explication est à chercher dans l'attente de PRS d'une décision du PCF de s'engager dans une telle stratégie. Pendant la période 2007-2008, PRS va adopter une position attentiste et particulièrement attentive aux débats d'orientations du PCF. Chaque soubresaut des débats stratégiques du PCF est analysé par PRS. L'évocation de la possibilité d'un scénario à l'allemande par des communistes donne lieu à une prise de position de PRS : « *Les débats au sein du PCF prennent également une ampleur inédite : pour la première fois des dirigeants nationaux du Parti défendent l'idée de son dépassement dans une force nouvelle. [...] / C'est pourquoi nous avons décidé de faire valoir publiquement nos analyses et propositions sur la recomposition et réinvention de la gauche. [Jean-Luc Mélenchon] a accordé un entretien à l'Humanité, publié jeudi 14 juin, qui aborde le scénario d'un Linkspartei à la française. Le PCF se trouve ainsi à nouveau interpellé* »⁶¹. L'absence de réponse du PCF à cette proposition est regrettée : « *Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre ont été sollicités par plusieurs fédérations communistes pour intervenir prochainement au sujet de la force nouvelle. Nous avons décidé d'honorer plusieurs de ces invitations [...]. Dès lors, nous sommes fondés à attendre en retour la réponse du PCF à la proposition politique que nous lui avons faite.* »⁶². Face aux résistances dans certains groupes du PCF à ce débat, PRS cherche à rester optimiste⁶³, puis quelques semaines plus tard, fait le constat du refus du PCF de s'engager dans une telle stratégie : « *PRS a formulé la proposition de construction d'une force nouvelle à gauche selon le modèle du nouveau parti Die Linke en Allemagne. A l'issue de cette AG extraordinaire qui vient d'avoir lieu force est de constater que cette possibilité n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant au sein du PCF. Ce scénario ne peut être écarté définitivement, mais la porte reste pour l'instant fermée. Il aurait fallu que la référence à la force nouvelle soit au moins maintenue dans la résolution politique de l'Assemblée pour continuer à y croire* »⁶⁴. Le signe d'ouverture de la part du PCF attendu par PRS arrive en octobre 2008 : « *Le PCF propose la constitution d'un front de forces progressistes partageant l'ambition d'un nouveau modèle social européen dans le cadre des prochaines échéances électorales. Dans ce cadre les communistes ne feraient aucun préalable sur les têtes de liste sinon dans les deux circonscriptions où ils ont un élu sortant. Les communistes ont donc pris ce qui est pour l'instant, avant que les congrès du PS et des Verts n'aient eu lieu, la seule initiative à gauche qui tente de répondre à la crise par une proposition politique nouvelle* »⁶⁵. La concordance des décisions stratégiques du PCF et de PRS montrent

⁶¹ *Circulaire PRS n°52, 12 juin 2007.*

⁶² *Circulaire PRS n°59, 25 septembre 2007.*

⁶³ *Circulaire PRS n°61, 9 octobre 2007.*

⁶⁴ *Circulaire PRS n°69, 11 décembre 2007.*

⁶⁵ *Circulaire PRS n°97, 28 octobre 2008.*

l'existence de discussions informelles préalables et donc d'une relative préparation de la création du Front de gauche. En effet, deux semaines plus tard, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez quittent le PS et annonce la création du PG et sa disponibilité pour participer à cette initiative... Cette position attentiste, liée aux hésitations stratégiques du PCF, montre que *l'exit* n'est considéré comme une opportunité par PRS qu'à la condition d'une alliance avec le PCF pour les élections européennes de 2009. De ce fait, la première participation du PG à une élection se prête particulièrement à l'usage des références à 2005, à la fois pour symboliser la contestation de l'Union européenne et la démarche unitaire qu'entend incarner le Front de gauche.

La mobilisation référendaire comme espace de sociabilités militantes

A l'inverse d'Henri Emmanuelli, le groupe Mélenchon ne va pas seulement faire campagne pour le non, il va participer à un cadre collectif rassemblant des militants de nombreuses organisations avec qui, hormis quelques tentatives, il n'entretient finalement que peu de relations. Pour nombre de militants, le comité Ramulaud, ou l'organisation du FSE de 2003 en région parisienne vont être une réelle nouveauté, puisqu'il ne s'agit plus de militer côte-à-côte dans un mouvement social, ou de se faire concurrence au plan électoral, mais d'organiser ensemble des débats :

« C'est cet appel des 200 qui a créé le cadre commun. Mais, il a fallu quand même utiliser pas mal de contacts... Ce qui était intéressant, c'est que pour débloquer la situation, le fait qu'on avait travaillé ensemble pour le Forum social européen, par exemple, quand il était en France. Tous ces contacts, tous ces liens qui se sont créés... cela a permis, vraiment, de... que des gens qui n'étaient pas dans les mêmes structures, mais avaient créé des liens de confiance entre eux. On pouvait se parler franchement, on pouvait se consulter franchement, et on savait qu'on pouvait faire avancer le tout. On connaissait les obstacles et chacun à notre façon, on pouvait travailler à essayer de les démonter. Je vois une continuité entre le forum social européen en France et la capacité de créer en 2005 une dynamique commune. »⁶⁶

La mobilisation référendaire, par sa durée, ses contraintes et son cadre, aura cependant une toute autre ampleur. En construisant ensemble une opposition au projet de traité européen, en participant à des meetings communs, en créant des collectifs, les militants engagés dans la campagne du non vont non seulement défendre une même position (ce qui est facilité par la logique du référendum, au contraire d'une élection), mais créer des liens personnels, faisant de la mobilisation référendaire un espace – temporaire – créateur de sociabilités entre des militants aux trajectoires différentes⁶⁷. Par la diversité des organisations présentes dans les collectifs du non, cette mobilisation semble avoir neutralisé temporairement l'autonomie des différents espaces militants (champs politique et syndical, espace des mouvements sociaux), modifiant ainsi les représentations ayant cours dans les différentes organisations.

En créant des sociabilités nouvelles fondées sur une mobilisation commune, la campagne référendaire va permettre le rapprochement de militants et responsables politiques. Les militants socialistes qui y ont participé, et plus spécifiquement les militants de PRS vont y être

⁶⁶ Entretien avec Elisabeth Gauthier, 13 décembre 2011 (membre du CN du PCF et présidente d'Espace Marx).

⁶⁷ Mathieu Lilian, « L'Espace des mouvements sociaux », in *Politix*, 2007/1, n°77, pp. 131-151. Il démontre par ailleurs les illusions qui ont pu naître de cette campagne commune : Mathieu Lilian, « Trouble dans le genre militant : l'échec de la candidature unitaire au regard des décalages entre champ politique et espace des mouvements sociaux », in Geay Bertrand et Willemez Laurent (coord.), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, 2008, pp.93-108.

particulièrement sensibles. PRS se constitue comme organisation indépendante du PS, et adopte progressivement un agenda qui lui est propre. C'est également pendant cette mobilisation que va se constituer un groupe de « fondateurs » du PG⁶⁸ : cette campagne va faire converger des militants dont les trajectoires politiques sont distinctes, forgeant une expérience et une référence commune, et justifiant le maintien de relations au-delà de la campagne. Au cours des entretiens, Claude Debons ou Eric Coquerel évoquent des réunions informelles avec Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet. Ainsi, même s'ils ont participé à différentes initiatives avant le référendum de 2005, ou ont un passé militant dans des organisations d'extrême-gauche, la campagne de 2005 va permettre un véritable rapprochement. De la même génération, Christian Picquet, Claude Debons et Jean-Luc Mélenchon se sont engagés en mai 68, mais dans leurs lycées respectifs à Paris, Rodez et Lons-le-Saunier, tandis qu'Eric Coquerel ne commence à militer, comme lycéen lui aussi, qu'en 1973. Jean-Luc Mélenchon est membre de l'OCI de 1972 à 1976, avant d'adhérer au PS, tandis que Christian Picquet, Claude Debons et Eric Coquerel ont été membres de la LCR. Christian Picquet adhère au PCF avant d'en démissionner pour rejoindre la Ligue communiste après le mouvement de mai 68. Il en est exclu en 1971 et participe à Révolution ! puis à l'OCT avant de rejoindre la LCR au début des années 80, dont il deviendra l'un des permanents et animateurs d'UNIR. Il quitte la LCR en 2009 pour créer la Gauche unitaire et ainsi participer au Front de gauche. Claude Debons adhère à la LCR en 1968 et la quitte au début des années 90. Il occupe quelques responsabilités au sein de la LCR avant de se désinvestir au profit de son engagement syndical à la CFDT. Il participe à différentes initiatives visant à la recomposition de la gauche (CAP, etc.). Militant à la Fondation Copernic et proche d'Yves Salesse, il participe activement à la campagne du non au référendum et devient coordinateur des collectifs antilibéraux. Il adhère au PG en 2008 et en démissionne en 2011 où il rejoint la Gauche unitaire. Eric Coquerel adhère à la LCR en 1983 et démissionne en 1998, avant de participer à la campagne de Jean-Pierre Chevènement en 2002. Il sera membre du secrétariat national du MRC pendant quelques mois, avant de le quitter pour fonder le MARS, puis le MARS-GR. Il adhère au PG en 2008. Si Claude Debons, Eric Coquerel et Christian Picquet ont été adhérents à la même période à la LCR, rien n'indique une réelle proximité au sein de ce parti. Tous les quatre ont été particulièrement actifs pendant la campagne référendaire ou dans les collectifs antilibéraux. Jean-Luc Mélenchon s'est investi dans la campagne du non contre la position officielle de son parti, puis a maintenu un certain engagement dans les collectifs antilibéraux ; Christian Picquet est également vu comme dissident, non au moment des collectifs pour le non, mais dans les collectifs antilibéraux⁶⁹. Le second point

⁶⁸ Marc Dolez peut également être ajouté à cette liste.

⁶⁹ *La Lettre Rouge*, 11 septembre 2006 : « La LCR n'a pas été associée à cette décision. Nous avons entendu en fin de réunion que Christian Picquet a été sollicité pour représenter la LCR « après discussion avec ses camarades ». Jusqu'à preuve du contraire, c'est à la LCR de désigner ses propres représentants ! Dans *l'Humanité*, il est

commun de leur trajectoire militante est leur positionnement, au sein de leur parti, en faveur de l'unité avec d'autres forces à gauche. La mobilisation référendaire va donc être perçue à travers les positions occupées au sein de la LCR et du PS : Jean-Luc Mélenchon défend l'union de la gauche et participe aux collectifs du non ; Christian Picquet anime la tendance UNIR ; le MARS d'Eric Coquerel est engagé en faveur d'un regroupement antilibéral ; Claude Debons est militant de la Fondation Copernic qui travaille au rapprochement de militants venant de différentes cultures politiques. Tous les quatre sont soit minoritaires dans leur organisation, soit membre d'un petit parti, essentiellement parisien (le MARS), soit encore, membre d'aucun parti. Dès lors, le 29 mai 2005 constitue une première mise en pratique de la thématique unitaire. Cette lecture du 29 mai 2005 comme symbole de l'unité et de son utilité n'est pas partagée dans la gauche du non, aussi bien au sein du PS (Laurent Fabius ou Henri Emmanuelli ne participent pas aux collectifs antilibéraux et ne se fondent que sur les luttes internes au PS) qu'à la LCR :

« On a été pour ce front, mais notre analyse est que c'était un non au référendum, et pas un front anticapitaliste. Du coup, on a fait des meetings avec Fabius, ... des gens qui nous ont lâchés après. Une fois que la campagne a été finie, tu as eu des gens chez nous et ailleurs qui pensaient qu'il fallait prolonger la coalition du non en gauche antilibérale. Il y a plein d'illusions là-dessus, l'idée d'un score à deux chiffres. Nous on était contre. On leur a dit qu'ils ne garderaient pas la coalition du non. Des tas de gens ont appelé à voter non pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les nôtres. C'était bien de faire la campagne avec eux, malheureusement la vie nous a donné raison. »⁷⁰

18

Au moment où se déroule la campagne référendaire, en Allemagne se crée le *Linkspartei*, alliance des anciens communistes du PDS d'une part, de dissidents sociaux-démocrates et de syndicalistes rassemblés dans la WASG d'autre part. PRS s'intéresse particulièrement à cette reconfiguration du champ politique allemand, d'autant qu'Oskar Lafontaine se prononce pour le non à la Constitution européenne⁷¹. De la mobilisation référendaire ressort une relation privilégiée entre les dirigeants du PCF et de PRS, et plus particulièrement de Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon, à la fois politique, stratégique et affective. Ainsi, sur le plateau de l'émission *Des paroles et des actes*, Jean-Luc Mélenchon déclare : *« Oui, mais Marie-George Buffet, j'ai une relation d'amitié qui fait que je l'accepte d'elle [la critique]. Je ne l'accepte pas de tout le monde et en particulier il y a des choses que je n'accepterais jamais »*⁷². Ce lien d'amitié dont parle Jean-Luc Mélenchon se retrouve également dans le commentaire d'une photo publiée dans l'un des journaux du PG :

annoncé Picquet encore sollicité comme représentant de la minorité de la LCR. Il s'agit donc d'une exclusion de la LCR et bien, de choisir, une minorité de la LCR en lieu et place de la majorité de la LCR. »

⁷⁰ Entretien avec Alain Krivine, 26 novembre 2010.

⁷¹ *A Gauche*, n°991, 26 avril 2005, « Oskar Lafontaine pour le « non » ».

⁷² France 2, *Des paroles et des actes*, 12 janvier 2012.

« On est en décembre 2005. Dehors un petit froid aigre vidait les rues de leurs passants. Je me trouve au cinquième étage du siège du PCF, place du colonel Fabien. Marie-George Buffet a permis cette photo, à la fin de notre discussion. Elle regardait la lumière du jour d'hiver et moi aussi j'avais eu l'œil tiré par cette étrange ambiance des rues lumineuses et vides. Il s'agit d'une de ces nombreuses rencontres que nous avons eues après la campagne faite en commun pour le non au référendum. On échangeait. Je ne sais plus quels étaient les ordres du jour. Il n'y en avait pas toujours. Mais ces échanges ont construit petit à petit une compréhension de nos points de vue respectifs. Davantage que des centaines de réunions ou de communiqués.

Compte tenu de ce qui s'est passé depuis, avec la création du Front de gauche, je me dis que peut-être cela n'aurait pas été possible si nous n'avions pas eu ces opportunités d'être convaincus et de se convaincre, de fil en aiguille. Je crois que la politique est faite aussi de ces contacts personnels.

Nous sommes des êtres humains. En se donnant des espaces, du temps sans but immédiat, on construit davantage que de l'immédiat. »⁷³

Si une relation privilégiée avec le PCF fait suite à la mobilisation commune contre le traité, PRS déduit de la création du *Linkspartei* la nécessaire participation du PCF pour toute recomposition de la gauche : « Nous savons que sans le PCF, une recomposition de la gauche n'a pas de sens »⁷⁴. Dans ce même rapport d'activité, PRS critique la « violence anti-communiste » de certaines interventions au sein des collectifs, tout en défendant la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est qu'après la déclaration de candidature de Marie-George Buffet que PRS se retire des collectifs. A aucun moment, *A Gauche* n'est véritablement critique vis-à-vis du PCF, alors même que PRS a fait de la position du PCF en faveur d'une recomposition de la gauche, un préalable à sa propre décision.

Les socialistes engagés pour le non en 2005, et faisant campagne à l'extérieur du PS, ne vont pas se retrouver dans une motion commune lors du congrès du Mans, mais un rapprochement s'opère lors du congrès de Reims entre Trait d'union et Forces militantes (la possibilité d'une motion commune est alors envisagée) et Jacques Généreux annonce mi-novembre 2008 son adhésion au PG. Les militants socialistes ayant participé aux collectifs du non se retrouvent ainsi pris dans plusieurs espaces de sociabilités :

« Cela se passe bien dans ce collectif ?

... Très bien. Sauf que nous, à l'époque, bon... c'est à ce moment-là qu'on prend contact, finalement, avec l'extérieur. Moi, je n'avais pas forcément de contact avec les communistes ! C'est à ce moment-là que je rencontre vraiment les militants communistes... c'est vraiment PRS qui nous fait découvrir ça ! Parce qu' auparavent, on

⁷³ Mélenchon Jean-Luc, *in Vie de Gauche*, n°3, 30 janvier 2009. Commentaire d'une photo représentant Marie-George Buffet au siège du PCF.

⁷⁴ *Rapport d'activité de PRS*, CN des 20 et 21 janvier 2007.

ne les voyait pas. Pareil pour la LCR. Ce n'était pas assez régulier. Là, on commence à envisager les choses en commun, à travailler ensemble. Cela change de perspective. »⁷⁵

La plupart des militants interrogés évoquent la mobilisation référendaire en des termes assez similaires, et cela, bien au-delà des seuls militants socialistes⁷⁶ :

« Oui, ce qui est bien... c'est que... les militants, on les voit dans les manifs et autres, mais ce n'est quand même pas pareil. [...] à l'époque, les travers des militants du Parti communiste, du Parti socialiste, et même si nous étions d'une tendance plutôt ouverte, au bout d'un moment, tu te fais une fausse idée aussi. Par exemple, les communistes, [...] c'était quand même, dans ma tête, des vieux stalinien, un peu bedonnants, enfin, tu vois la caricature ! Je savais bien que ce n'était pas que cela, mais quand j'imaginai un militant... Pareil, pour un militant socialiste, j'avais plutôt l'image d'un jeune bobo, genre costard cravate... Bon. Le fait, à un moment, de rencontrer ces militants, d'être avec eux, cela enlève certaines choses, enfin, même si on en connaissait quand même [...] »

Pour les militants socialistes de PRS, ces nouvelles sociabilités vont progressivement être vécues comme alternatives à celles qu'ils pouvaient connaître au sein du PS. La mobilisation référendaire a rendu moins coûteuse une stratégie d'*exit*⁷⁷, sans pour autant provoquer un départ immédiat, même si des militants quittent le PS à ce moment-là (par exemple, à Dijon). La période post-référendum va ainsi être marquée par de multiples bricolages identitaires, comme le montre Rémi Lefebvre dans son article consacré au militantisme à PRS⁷⁸, conduisant à un véritable désarroi militant. En effet, les militants socialistes engagés dans PRS vont vivre comme un double engagement, dont les deux facettes sont ressenties comme partiellement contradictoires : en maintenant un engagement dans le PS, en participant activement à ses jeux internes (synthèse au congrès du Mans, désignation du candidat à l'élection présidentielle, etc.), et un engagement, avec PRS, dans les collectifs unitaires et produisant un discours en direction de l'ensemble de la gauche, le groupe Mélenchon va permettre le développement de critiques portant sur ce positionnement. Ainsi Julien Dray et Patrick Menucci demanderont des sanctions à l'égard de Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre pour leur participation aux collectifs antilibéraux⁷⁹ alors que ceux-ci cherchent à désigner un candidat commun issu des collectifs du non. Alain Krivine, pour la LCR, renvoie PRS aux positions occupées par ses principaux leaders au sein du PS et à son inclusion dans les luttes internes :

⁷⁵ Entretien avec Emmanuel Girod, 4 décembre 2011. Les relations se poursuivront ensuite dans le Doubs avec la constitution de collectifs pour une autre Europe, dissous seulement en 2010 pour se fondre dans les collectifs retraites.

⁷⁶ Entretien avec Mathieu Piotrkowski, 9 décembre 2011. A l'époque, membre de la LCR, tendance UNIR, il est désormais à la GU.

⁷⁷ Hirschman Albert O., *Défection et prise de parole*, Editions Fayard, 1995.

⁷⁸ Lefebvre Rémi, *op. cit.*

⁷⁹ *A Gauche*, n°1041, 23 mai 2006, Jean-Luc Mélenchon et François Delapierre, « Lettre à François Hollande ».

« Personnellement, je ne vois pas de différence entre les dirigeants du parti socialiste français. Ils votent les mêmes textes, y compris Jean-Luc Mélenchon. Ce qui montre d'ailleurs que les prises de position au sein du parti socialiste en faveur du non en 2005 ont fait long feu. »⁸⁰

Interrogé sur cette déclaration, il précise faire allusion à la synthèse opérée lors du congrès du Mans en 2005 et reconnaît que Jean-Luc Mélenchon s'est distingué du PS⁸¹. Néanmoins, cette appréciation montre la difficulté pour PRS à faire reconnaître son indépendance au PS, son extériorité à celui-ci, et donc sa légitimité à participer aux débats dans la gauche « non socialiste ». La tentative de construction d'une séparation stricte entre les deux engagements (qui repose sur l'adaptation formelle du discours à l'espace dans lequel il est émis, tout en conservant les mêmes contenus : rejet du traité de Lisbonne, refus de l'alliance au centre, stratégie d'union de la gauche, etc.) est difficilement perçue par les interlocuteurs de PRS, y compris ceux qui se trouvent les plus proches de PRS comme le MARS-GR :

« Ensuite, je pensais que PRS, malgré le fait que c'était une association autonome, restait liée au PS et ne pouvait pas suivre une ligne différente. Pour nous, ce n'était pas positif de rentrer dans PRS. C'est ce que je dis à Jean-Luc. Il y a eu un petit froid à ce moment-là. »⁸²

Le maintien d'un engagement au PS après la campagne référendaire devient difficile sur le plan identitaire du fait du sentiment de marginalisation qui s'opère, tout en étant davantage intégré dans les collectifs du non.

« Après le référendum, PRS se réinvestit principalement dans le PS ?

Oui, c'est une période qui a été dure, parce que là, effectivement... dès la campagne sur le référendum, je ne voyais plus l'intérêt de rester au Parti socialiste. Ça me fatiguait, je perdais mon temps... Mais d'un autre côté, je me disais : si je quitte le PS là, tout seul, je vais faire quoi ? Je ne vais pas aller adhérer au Parti communiste... Et donc, à cette époque, oui, j'y suis resté, j'ai tenu la tranchée parce que... parce qu'à Paris, on me l'avait demandé ! C'est tout ! C'est vrai que cela a été difficile. Je n'attendais qu'une chose, c'est qu'on quitte le PS. »⁸³

Cet engagement, que PRS cherche à construire comme unique, est vécu comme dual, à la fois par les interlocuteurs de PRS (dans et en-dehors du PS) que pour les militants :

« Tu disais que tu as plutôt mal vécu cette période, est-ce que ce n'est pas parce que tu étais en porte-à-faux à la fois dans les collectifs unitaires et au PS ?

⁸⁰ Cité par Weber Louis, « Le Nouveau parti anticapitaliste, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », in *Savoir/agir*, n°5, septembre 2008, Editions du Croquant, pp.123-134.

⁸¹ Entretien avec Alain Krivine, 26 novembre 2010.

⁸² Entretien avec Eric Coquerel, 26 juin 2011.

⁸³ Entretien avec Jean-Charles Vescovo, 20 mars 2012.

Oui, je l'étais ! Personnellement, c'était très difficile... parce que au sein du Parti socialiste, j'étais visé, de toute façon, comme... leader du non, etc. et j'étais la personne à abattre... enfin, à un moment donné. A tel point que... j'ai quand même subi des attaques assez violentes ! [...] / Donc, avec tous ces gens-là, après, on ne peut plus avoir les mêmes relations avec eux. Ce n'est plus possible. Et eux non plus, sauf qu'eux, ils louvoient. Et ils ont essayé de louvoyer avec nous. Ils ont continué... bon, comme ils font tous... On n'est plus dupes à ce moment-là, et effectivement, il y a beaucoup de gens qui s'éloignent et qui nous trouvent trop... radicaux ! Tout simplement ! C'est très dur, c'est une période difficile après !⁸⁴ »

Le maintien de l'engagement au PS se vit alors comme une obligation, un devoir militant, l'usage de l'expression « *tenir la tranchée* » étant ici particulièrement significatif, comme le relève Rémi Lefebvre : « *L'impossibilité de reconvertir ailleurs son militantisme et l'inexistence de possibles latéraux (opportunités de reconversion des ressources acquises, possibilité de renouer avec des réseaux de sociabilité alternatifs...)* expliquent enfin le maintien de l'engagement »⁸⁵ ; la concordance entre la mobilisation référendaire et la création de *Die Linke* en Allemagne, les échecs successifs à peser dans les débats du PS, la difficulté à faire reconnaître un engagement dans et en-dehors du PS, expliquent le processus de sortie du groupe Mélenchon. La mobilisation référendaire et l'inscription dans des sociabilités alternatives permettent une reconversion du groupe militant, plus conforme à ses valeurs. Le sentiment de ne plus être à sa place au PS n'est pas une conséquence du référendum de 2005, mais cette mobilisation référendaire éclaire différemment les opportunités du groupe puisqu'émerge, concurremment à la stratégie de maintien au PS, une opportunité plus attrayante d'un point de vue identitaire, mais aussi plus risquée stratégiquement. L'inclusion de PRS dans les débats de « *l'autre gauche* »⁸⁶ pendant la mobilisation référendaire, puis son maintien, est valorisée par *A Gauche*, davantage que les jeux internes au PS. Ainsi, PRS est présent chaque année à la Fête de l'Humanité⁸⁷ depuis 2005 et organise des débats avec d'autres formations de gauche dont le point commun est d'avoir fait la campagne du non, ce qui permet d'inscrire PRS dans cet espace militant en y légitimant sa présence (les socialistes sont étonnamment absents de cette liste).

⁸⁴ Entretien avec Emmanuel Girod, 4 décembre 2011.

⁸⁵ Lefebvre Rémi, *op. cit.* p. 236.

⁸⁶ Mélenchon Jean-Luc, *L'autre gauche*, Editions Bruno Leprince, 2009.

⁸⁷ La présence de PRS à la Fête de l'Humanité donne lieu à la publication d'un numéro spécial : *A Gauche*, n°1006, 13 septembre 2005 ; *A Gauche*, n°1052, 20 septembre 2006 ; *A Gauche*, n°1093, 11 septembre 2007 ; *A Gauche*, n°1094, 18 septembre 2007 ; *A Gauche*, n°1137, 9 septembre 2008.

Liste publiée par *A Gauche* des personnalités qui se sont rendues officiellement sur le stand de PRS lors de la Fête de l'Humanité de 2005 :

Clémentine Autain (apparentée communiste), Francine Bavay (Les Verts – AlterEkolo), Lydie Benoît (PCF), Olivier Besancenot (LCR), Nicole Borvo (PCF), José Bové (Confédération paysanne), Patrice Cohen-Seat (PCF), Jean Desessard (Les Verts), Alain Krivine (LCR), Pierre Laporte (PCF), Roger Martelli (PCF), Emmanuel Maurel (PS), Francis Parry (PCF), Christian Picquet (LCR – UNIR), Marjolaine Rauze (PCF), Yves Salesse (Fondation Copernic), Bernard Teper (collectif national de défense des services publics), Claire Villiers (Alternative citoyenne), Emile Zuccarrelli (PRG)

A l'occasion de la Fête de l'Humanité, PRS propose des débats portant sur la recomposition de la gauche : « *Après le 29 mai, à gauche tous ensemble* » (2005) ; « *La Droite doit partir, la Gauche doit s'unir. Pour un nouveau Front populaire !* » (2006) ; « *La gauche a besoin d'une force politique nouvelle !* » (2007) ; « *Comment réinventer la gauche ?* » (2008). Les intervenants lors du débat de 2007 préfigurent d'ailleurs les futurs responsables du PG : Eric Coquerel, Claude Debons, François Delapierre, Marc Dolez, Emmanuel Maurel, Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet (à l'exception d'Emmanuel Maurel, resté au PS et de Christian Picquet qui a fondé la Gauche Unitaire). De même, lors de sa seconde convention nationale, en 2006, PRS fait le choix de mettre à l'honneur Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet dont le discours est partiellement retranscrit dans les colonnes de *A Gauche*⁸⁸. La mobilisation référendaire a eu pour effet l'inscription du groupe Mélenchon dans deux espaces sociaux perçus très différemment :

*« Une période difficile au sein du PS, mais ailleurs, excellente ! Excellente ! Avec tous ceux qui sont dans le collectif, on est vraiment en très bons termes, on est sur la même ligne. Il n'y a pas de soucis, au contraire, je vis beaucoup mieux à l'extérieur du PS ! C'est clair. A ce moment-là. »*⁸⁹

La participation aux collectifs du non, en produisant des sociabilités nouvelles, va disqualifier celles ayant cours dans le PS ainsi que ses rites et enjeux internes :

« Si je devais dater l'origine du Front de Gauche, je la situerais sans hésitation dans le cours de la campagne de 2005 pour le « non » au traité constitutionnel européen. La petite cohorte dont j'étais de ces militants socialistes qui firent campagne avec le « non » de gauche en sortit définitivement transformée. Nous perdîmes brutalement tout goût pour les cénacles socialistes, sections locales comme bureau national. Leurs rites froids et sans mystère nous apparaissaient vides de sens après l'expérience vécue avec cette mouvance de l'autre gauche dont le huis clos du PS nous avait séparés. Les événements de cette période qui me reviennent en mémoire renvoient à de petites choses qui ont plus à voir avec un divorce culturel qu'avec la divergence des raisonnements politiques, aussi forte qu'ait été la controverse intellectuelle avec les partisans du « oui ». Je n'ai jamais oublié ces grands-mères communistes de Midi-Pyrénées venues m'offrir des spécialités locales à la fin de mon premier meeting pour le non, une semaine après un référendum socialiste qui m'a lui laissé bien moins de souvenirs. Ce n'est pas que la reconnaissance du ventre ! Je n'avais jamais connu ces gestes

⁸⁸ *A Gauche*, n°1035, 12 avril 2006.

⁸⁹ Entretien avec Emmanuel Girod, 4 décembre 2011

simples de fraternité dans un meeting socialiste. Je n'ai pas oublié non plus que j'étais alors, pour la première fois là aussi, aux côtés de Marie-George Buffet, sans laquelle le rassemblement unitaire pour le « non » n'aurait jamais vu le jour. »⁹⁰

Alors que l'engagement au PS est disqualifié, perçu comme source de désarroi militant et de renoncement identitaire, les relations qu'entretient PRS avec les autres forces politiques, à travers sa présence au congrès du PCF en 2006 ou à ceux du Parti de la gauche européenne, la participation aux débats de la Fête de l'Humanité, à l'université d'été de la LCR (alors même que Jean-Luc Mélenchon refusera de se rendre à celle du PS en 2008), ou encore à des initiatives comme *Maintenant à Gauche* ou *Gauche Avenir*, sont particulièrement valorisées. Le compte-rendu du congrès du PCF de 2006 rédigé par François Delapierre illustre la simultanéité de la disqualification des enjeux propres au PS (dont la tendance à la « *clôture de l'univers militant* »⁹¹, à la fermeture sur ses enjeux de pouvoir et de positionnements internes, bien que n'étant pas la conséquence de 2005, est perçue différemment), et l'intérêt, et même l'enthousiasme que suscite « l'autre gauche » :

« Je pense par exemple au Congrès du Parti Communiste Français auquel j'ai participé avec une délégation nombreuse de PRS, comportant notamment Jean-Luc Mélenchon et plusieurs responsables de comités départementaux de l'association. Je ne développerai pas ici le plaisir et l'intérêt vécus par tous ceux qui participaient pour la première fois à un Congrès communiste, ni tout ce que le choc des cultures provoque de marches en avant et de retours sur soi-même. Cela compte quand même ! Disons en résumé à l'attention de nos lecteurs socialistes que le Congrès du PCF a ceci de différent avec ce qu'ils connaissent que son issue n'est pas écrite avant même qu'il ait commencé. Des convictions s'y forment, délégué par délégué, et des décisions s'y prennent depuis l'orientation du Parti jusqu'à la composition de sa direction. On y écoute chacun pendant des heures : le barrissement des éléphants n'a pas tout dispersé sur son passage. »⁹²

Le réinvestissement des militants socialistes de PRS dans la construction d'un nouveau parti politique va permettre à d'autres militants, pour qui le 29 mai 2005 n'a pas eu les mêmes conséquences en termes de développement de nouvelles sociabilités, de vivre un engagement partisan plus conforme à leurs valeurs :

« les partis politiques, à ce moment, c'est du temps, de l'énergie, de l'investissement, c'est de la sueur, de l'engagement, des sacrifices... C'est tout cela. Et on n'a pas le temps de jouer avec les tricheries au Parti socialiste, de renoncer toujours. Ça fait 18 ans qu'on renonçait, collectivement. Donc à un moment donné, même si encore une fois individuellement, parce que par exemple Martine Aubry m'avait proposé de faire partie de son équipe, on avait à y perdre, je me dis que collectivement l'aventure que proposait le Parti de Gauche était tellement exaltante que je n'ai pas hésité une seconde. Et d'ailleurs, je ne regrette pas. »⁹³

⁹⁰ Delapierre François, *Quelle histoire ! Chronique(s) du Front de Gauche*, Politique à gauche, Editions Bruno Leprince, 2012, pp. 9-10.

⁹¹ Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Editions du Croquant, 2006, p. 154.

⁹² *A Gauche*, n°1033, 30 mars 2006, François Delapierre, « C'est maintenant que cela se joue ».

⁹³ Entretien avec Franck Pupunat, 27 septembre 2009.

PRS, puis le PG utilise cette mobilisation comme un outil de mobilisation et de légitimation. Ainsi, 8% des participants au second congrès du PG évoquent⁹⁴ la question européenne, alors même que ce parti n'est créé qu'en 2008 et que le second congrès ne se déroule qu'en novembre 2010. Plus encore, c'est la comparaison avec la même question posée au congrès du NPA qui est révélatrice (son congrès fondateur se déroule en février 2009, et le congrès pendant lequel cette enquête a été menée en février 2011), puisqu'un seul répondant évoquera la question européenne pour fonder son adhésion au NPA. Dépourvue de questions spécifiques à la mobilisation référendaire, cette enquête apporte néanmoins quelques indications sur la mobilisation en 2005 pour le non des adhérents du PG en 2010. En effet, le PG est un parti issu de recompositions politiques, et son profil sociologique en atteste : les adhérents du PG sont beaucoup plus nombreux que dans d'autres formations à avoir été, auparavant, membres d'un autre parti politique. Ainsi, 71% des participants au second congrès du PG ont déjà eu un engagement partisan avant leur adhésion au PG⁹⁵. Par ailleurs, 59% des congressistes ont fait partie d'une organisation opposée au traité établissant une constitution pour l'Europe ou au Traité de Maastricht lors de l'une ou l'autre de ces campagnes référendaires. En ce qui concerne les militants socialistes, dont le parti était divisé sur le référendum, seuls les militants se référant à un courant du non sont pris en compte, alors que ceux n'ayant pas fait mention d'un courant sont, par défaut, rattachés au choix majoritaire du PS en faveur du oui. La question des courants n'ayant été posée que pour les anciens militants socialistes, il n'a pas été possible d'opérer cette distinction pour les anciens militants écologistes. Dès lors, c'est la position officielle de ce parti qui a été retenue (en faveur du traité européen), mais il est plus que probable que nombre des militants écologistes ayant rejoint le PG aient fait partie des courants opposés au traité au sein des Verts.

En ne prenant en compte que les militants déjà adhérents d'un parti politique avant leur adhésion au PG, ce sont 82% d'entre eux qui ont participé à la campagne référendaire de 1992 ou de 2005 et l'appartenance à PRS concerne 28% des congressistes. Il est ainsi possible de formuler l'hypothèse selon laquelle la mobilisation référendaire a impliqué une majorité de militants aujourd'hui membres du PG, les rendant d'autant plus sensibles aux marqueurs identitaires développés par ce parti qu'ils ont participé à cette campagne et à ses suites, au PS comme dans les collectifs antilibéraux.

⁹⁴ A la question ouverte suivante : « Qu'est-ce qui vous a décidé à adhérer au Parti de gauche ? », posée dans un questionnaire soumis aux militants participant au congrès du PG de novembre 2010 (405 questionnaires rendus sur 620 distribués, soit un taux de réponse de 65,3%).

⁹⁵ Ce résultat est exactement inverse au PS puisque 74% des militants socialistes n'ont jamais eu d'autre engagement partisan avant leur adhésion au PS. Cf. Boy Daniel, Platone François, Rey Henri, Subileau Françoise, Ysmal Colette, *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, 2003, p. 62.

La participation à la campagne de 2005 est ainsi perçue par les militants du PG comme faisant sens, comme donnant une cohérence biographique à leur engagement. Elle fonctionne également comme un principe de légitimation des positions occupées dans l'organigramme partisan. Le renouvellement du Bureau national du PG suite à son second congrès a donné lieu à la publication de courtes notices biographiques de ses membres⁹⁶. Parmi les soixante-quatre membres de cette instance, vingt-neuf évoquent leur participation à la campagne de 2005. Par ailleurs, vingt-et-un des vingt-neuf membres du Bureau national mettant en avant leur participation à la campagne référendaire sont d'anciens adhérents socialistes ou du MARS-GR. Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez mettent en avant la singularité de leur engagement pour le non par rapport à l'ensemble des parlementaires socialistes : *« Seul député socialiste à avoir voté « non » lors du vote du Congrès à Versailles autorisant la ratification du traité constitutionnel européen, il avait auparavant mené campagne contre l'avis majoritaire de son parti lors du référendum du 29 mai 2005 »* (Marc Dolez) ; *« Seul sénateur socialiste à voter contre le traité d'Amsterdam (1997), il mène activement campagne pour le « Non » au traité constitutionnel européen, en 2005, avec l'association Pour la République sociale (PRS) qu'il développe à cette occasion avec un groupe de jeunes dirigeants de la gauche du Parti Socialiste dont François Delapierre. / De cette dernière expérience date son divorce avec le PS. Et la conviction qu'il faut créer à gauche une force politique nouvelle qui ouvre un clair chemin de rupture avec le capitalisme et de refondation républicaine de la société. »* (Jean-Luc Mélenchon). Le PG et ses militants opèrent une redéfinition de ce qui est légitime, au travers d'une mise en cohérence biographique : ce qui était une dissidence dans le PS devient un principe de légitimation et une preuve de courage politique au PG. Les biographies de François Delapierre et de Jacques Généreux, tous deux militants socialistes ayant rompu avec la discipline partisane, sont exemplaires de cette légitimation de leur position partisane actuelle par l'engagement dans la campagne du non en 2005 :

« En 2004, il est élu délégué général de l'association Pour la République sociale (PRS) et s'engage dans ce cadre activement pour le non au référendum du 29 mai 2005 sur le projet de Constitution européenne. Il intervient à ce titre dans de nombreux meetings rassemblant tous les leaders de la gauche favorables au Non, aux côtés de Marie-George Buffet, José Bové, ou Olivier Besancenot. » (François Delapierre).

« Militant dans l'aile gauche du PS (membre du Conseil national de 2003 à 2008), il y a longtemps combattu la dérive centriste. En 2005, il fait un tour de France du « non socialiste » au traité constitutionnel européen et publie l'un des argumentaires best-sellers du Non de gauche pro-européen : Manuel critique du parfait Européen. Les bonnes raisons de dire non à la constitution.

⁹⁶ *Vie de gauche*, n°58, juin 2011. Les extraits de notes biographiques qui suivent en sont issus : Marc Dolez (p. 18), Jean-Luc Mélenchon (p. 29), François Delapierre (p. 17) et Jacques Généreux (p. 21).

Après le Congrès de Reims (nov. 2008), constatant la marginalisation définitive de l'aile gauche du PS, il s'associe à Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez pour fonder le Parti de Gauche, dont il est aujourd'hui le secrétaire national à l'économie. » (Jacques Généreux).

La référence à 2005 est constante dans l'ensemble des textes stratégiques adoptés par PRS (le *Manifeste* en 2006, *La Gauche d'après* en 2007). Elle fonde également les premiers documents adoptés par le PG lors de son congrès constituant. Le plan anticrise, adopté lors du congrès constitutif du PG en 2009 commence ainsi : « 29 mai 2005, victoire du Non au référendum sur le Traité constitutionnel européen. / 29 janvier 2009, grèves et manifestations pour refuser de payer la facture de la crise. / Deux dates qui témoignent du rejet des politiques libérales et expriment les aspirations à une autre politique. / 29 premières mesures face à la crise, pour répondre aux attentes populaires et ouvrir une autre voie »⁹⁷. Lors de ce même congrès, le PG adopte également une résolution intitulée « Pour une autre Europe ».

Cette référence fait donc l'objet d'un travail de mise en cohérence biographique de l'engagement et de légitimation de la décision de quitter le PS par la construction sociale d'un « mythe fondateur ». Présente dans l'ensemble des textes théoriques et stratégiques adoptés par PRS puis le PG, elle l'est aussi dans la propagande électorale du PG et du Front de gauche, ainsi que dans le discours de Jean-Luc Mélenchon. Lors des élections européennes, le vote Front de gauche est présenté comme permettant de faire respecter la souveraineté populaire. Il n'est pas rare de retrouver dans un tract ou un discours, l'expression « comme en 2005 ». Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, interrogé sur l'affluence dans ses meetings, déclare : « Il se passe la réplique de 2005 »⁹⁸. De même, le tract programmatique du Front de gauche lors de l'élection présidentielle de 2012 comporte un encadré « Qu'est-ce que le Front de gauche ? » faisant du référendum de 2005 l'origine de ce cartel électoral : « Membres de partis différents, militants syndicalistes, associatifs et citoyens, nous étions ensemble lors du référendum de 2005 pour faire gagner le non à l'Europe libérale. Lors des dernières élections européennes, nous nous sommes rassemblés à nouveau dans la fidélité au vote majoritaire des Français. En trois ans seulement, nous sommes devenus la deuxième force politique de gauche du pays. »

Ainsi, la mobilisation référendaire constitue, dans les représentations militantes, un événement d'une telle force qu'il en devient une référence supposée être partagée, une ressource supposée permettre la mobilisation des électeurs en faveur du Front de gauche, ce qui explique la permanence de cette référence (alors même que d'autres événements, au fil du temps, perdent de leur pertinence et sont de moins en moins mobilisés pour produire une vision du monde social). Le 29 mai 2005, davantage qu'une mobilisation réussie et qu'une victoire électorale, est devenu progressivement un symbole, c'est-à-dire, selon Norbert Elias un « concept chargé d'affectivité »⁹⁹

⁹⁷ « Face à la crise, il faut résolument changer de cap ! Les 29 mesures du Parti de gauche ».

⁹⁸ France-info, 29 mars 2012.

⁹⁹ Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1991, p. 167.

qui représente tout à la fois le rejet du libéralisme, la rupture avec le PS et la nécessité de l'unité de la gauche antilibérale. La mobilisation référendaire a modifié les représentations de l'espace social d'une partie des militants engagés à la « gauche du PS », les amenant à une redéfinition progressive de leur identité et des modalités de leur engagement. Celui-ci passe progressivement de l'animation d'un courant minoritaire du principal parti de gauche à la construction d'une nouvelle force politique en concurrence avec leur ancien parti. En accroissant le coût du maintien d'un engagement socialiste, en rendant possible une victoire en-dehors du PS, le 29 mai 2005 a ainsi contribué, tout comme l'émergence de *Die Linke* en Allemagne, à la concrétisation d'un projet longtemps évoqué mais jamais réalisé : la création d'un nouveau parti.